

Les origines de l'extrême-droite en Belgique

Le texte qui suit est un exposé oral tenu en septembre 2004 lors d'une réunion de Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd

Le Vlaams Blok au gouvernement ?

Les élections régionales du 13 juin 2004 ont été marquées par une forte progression de l'extrême droite dans l'ensemble du pays.

Le Vlaams Blok passe en Flandre de 622.000 voix aux élections législatives de 2003 à 940.000 voix soit 24% des suffrages. Le Front National passe de 75.000 à 160.000 voix en Wallonie (8% des suffrages). A Bruxelles, le Vlaams Blok et le Front National totalisent ensemble 42.000 voix, soit 9%.

Leurs scores les plus élevés sont obtenus dans les grandes villes aux nombreux quartiers défavorisés comme Anvers où le Vlaams Blok atteint 34%, ou Charleroi avec 16% pour le Front National.

Au lendemain des élections, plusieurs personnalités politiques, du NV-A au VLD, en passant par le CD&V, ont parlé de remettre en question le « cordon sanitaire ».

L'ensemble des partis gouvernementaux avait signé cet accord en 1991. Ils s'engageaient à ne pas négocier avec le Vlaams Blok car il n'était pas question de l'inviter à partager le pouvoir.

Mais quinze ans après, le maintien de ce « cordon sanitaire » pourrait faire perdre de nombreux sièges de bourgmestres aux partis traditionnels lors des élections communales de 2006, au profit du Vlaams Blok bien sûr.

Certains universitaires ont repris ce discours, argumentant que si l'extrême droite venait au gouvernement, elle y perdrait son crédit, comme tous les autres partis !

D'après eux, le Vlaams Blok mentirait lui aussi à ses électeurs, il renierait ses engagements, ce qui réduirait ses voix aux prochaines élections. Ces experts en trahisons électorales savent de quoi ils parlent... Mais il y eut des circonstances

où lorsque l'extrême droite a été appelée au gouvernement... il n'y a plus eu d'élection après... Bien sûr nous ne sommes pas ici dans les conditions de l'Italie de 1922, ni celles de l'Allemagne de 1933.

Mais le passage de l'extrême droite au gouvernement, même pour un temps limité, contribuerait à banaliser ses discours racistes, xénophobes et sécuritaires. Plus tard, cela pourrait faciliter son accès au pouvoir dans des conditions bien plus dangereuses qu'aujourd'hui, par exemple en cas d'aggravation brutale du chômage ou bien de forte remontée de luttes ouvrières.

Les origines des nationalismes flamands et wallons

A sa naissance, en 1830, la Belgique officielle, celle qui dirige et gouverne, est essentiellement francophone.

Le français est la langue de la bourgeoisie industrielle qui détient la richesse et le pouvoir. Le français est la seule langue administrative. Ce n'est la langue maternelle que d'une toute petite fraction du pays. La majorité de la population parle un des nombreux dialectes flamands ou wallons, ou le picard ou bien encore un des patois allemands dans l'Est.

Si la langue française avait accompagné le progrès et l'amélioration de la vie en Flandre, elle se serait peut-être imposée d'elle-même, comme en Wallonie.

Mais la langue française a été imposée sans aucun égard pour la population, en même temps que la misère se répand et que toutes sortes d'injustices et de violences ont frappé le peuple flamand.

Après 1840, la Wallonie s'industrialise rapidement, la sidérurgie et les mines de charbon s'y développent.

En Flandre, la seule industrie en développement est celle du coton. Les paysans flamands en surnombre rejoignent l'industrie en masse, la concurrence entre salariés est féroce, les salaires s'effondrent. La Flandre ouvrière meurt de faim au 19ème siècle.

De nombreux flamands tentent de trouver du travail en Wallonie. Ils n'y sont pas mieux traités que les immigrés italiens, marocains ou africains plus tard.

Ne parlant pas la langue de leur patron et de ses contremaîtres, ils sont soumis

aux travaux les plus durs et aux plus bas salaires.

Au début du 20ème siècle, des dirigeants du Parti Socialiste, notamment Jules Destrée, dénonçaient encore les ouvriers flamands comme des individus incultes qui venaient faire concurrence aux travailleurs wallons.

Le mouvement nationaliste flamand naît à peu près en même temps que la Belgique. Mais il se cantonne au départ au sein de la bourgeoisie.

Il ne se développe qu'à partir de 1890, alors que la Flandre commence à rattraper son retard industriel, avec le port d'Anvers comme levier. Ses militants sont des prêtres, des intellectuels de la classe moyenne.

Ils revendiquent le bilinguisme de l'administration.

Il aurait été normal que les juges puissent se faire comprendre des gens qu'ils condamnent ; que les clercs écrivent des textes qui puissent être lus par la population ; que les enseignants puissent au moins commencer à parler aux enfants la langue qu'ils comprennent pour espérer leur enseigner la science et pourquoi pas une langue en plus.

Bien évidemment, cela aurait donné accès aux emplois publics à la petite bourgeoisie flamande, alors qu'ils sont quasi exclusivement réservés aux francophones.

Le clergé a une autre raison d'avoir peur du français : c'était la langue de la France révolutionnaire. Il faut dire que même en Flandre, c'est la Marseillaise qui est chantée lors des luttes et des grèves de travailleurs...

La bourgeoisie industrielle, très largement francophone, est haïe dans tout le pays, pour les salaires de misère et les conditions de travail ignobles qu'elle impose.

Mais à cette haine de classe commune à l'ensemble du pays, s'ajoute en Flandre la haine des artisans, des commerçants et des intellectuels, en réalité de toute la petite bourgeoisie, brimée parce qu'elle ne parle pas le français.

Devant la pression qui monte, en 1898 le néerlandais est reconnu comme langue officielle à égalité avec le français.

En 1900, des lois linguistiques imposent que le néerlandais soit utilisé sur le territoire de la Flandre. Les francophones doivent s'adapter. En réaction naît ce qu'on a appelé le « mouvement wallon », qui revendique le libre usage de la langue (et donc du français). Ces partisans de la liberté de la langue auraient été plus crédibles s'ils avaient défendu cette position quand les flamands étaient contraints de subir le français !

La guerre de 14-18 et l'occupation allemande avivent le nationalisme flamand

Lors de l'invasion allemande en 1914, l'armée belge est rapidement repoussée au-delà de l'Yser. Les officiers issus de l'aristocratie et de la haute bourgeoisie n'ont que mépris pour les soldats, ce qui est une caractéristique commune à cette engeance.

Mais le fait qu'ils donnent leurs ordres en français - et rien qu'en français - en terminant par « Et pour les Flamands, c'est la même chose » ajoutait encore plus au mépris.

Les nationalistes flamands peuvent avancer, sans doute à juste titre, que cela coûta la vie à de nombreux soldats qui ne comprenaient pas les ordres. Tout cela laissa un goût amer dans la bouche des survivants.

Pendant cette première guerre mondiale, le « mouvement flamand » s'accélère.

Car l'occupant allemand développe « la Flamenpolitik » (la politique des flamands) qui joue sur l'impatience née de la lenteur de la néerlandisation de la Flandre. Un certain nombre de flamingants radicaux, développent alors un nationalisme flamand anti-belge. Ces « activistes » comme on les nomma, réforment l'État avec l'aide de l'occupant. Ces réformes furent annulées après la fin de la guerre en 1918 et les « activistes » condamnés. Beaucoup s'enfuirent en Allemagne et au Pays-Bas.

Cependant la majorité des militants flamingants restent encore cantonnés à des revendications sociales et culturelles.

Le Frontpartij (parti du front) est créé à l'issue de la guerre. Il revendique que le néerlandais ait un statut équivalent au français dans l'enseignement, la justice, l'administration, etc, ce qui est justifié.

En réaction, un nationalisme belge anti-flamand virulent se développe chez les fonctionnaires et petits-bourgeois francophones qui avaient des postes à défendre contre la concurrence flamande... Cela pousse la jeune génération des militants flamands vers un nationalisme flamand, anti-belge et radical.

Après la crise de 1929, l'émergence de l'extrême droite

Dans les années trente, dix ans après la fin de la guerre mondiale, l'Europe s'enfonce dans la crise que déclenche le krach boursier américain de 1929.

Une partie du mouvement nationaliste flamand se confond alors avec un activisme d'extrême droite semblable à celui qui s'est développé dans toute l'Europe capitaliste de l'époque.

Mussolini est au pouvoir depuis 10 ans, Hitler va y accéder en 1933. En France les ligues fascistes manifestent violemment dans les rues. L'Espagne se retrouve sous la botte de gouvernements réactionnaires et d'autres ligues fascistes se préparaient.

En Belgique, deux groupes font leur apparition au début des années 30 : le VNV et le Verdinaso.

Le Vlaams Nationaal Verbond (VNV - L'Union Nationale Flamande) est fondé en octobre 1933. Raymond Tollenaere, Hendrik Borginon et quelques autres nationalistes, veulent « rassembler les différents mouvements nationalistes flamands, pour créer une union forte ».

Le VNV adopte d'emblée les méthodes qui semblent avoir si bien réussi à Hitler en Allemagne : « un peuple, un chef ». Staf de Clercq endosse le rôle de « chef ».

Mais « le peuple » était plus difficile à convaincre ! Toute une partie de nationalistes flamands, hostiles à l'extrémisme de droite abandonnent le VNV. Pour un parti qui avait l'ambition de rassembler tous les Flamands, ça commençait mal.

Un autre parti flamand, le Verdinaso : Verbond van Dietse Nationaal-Solidaristen ou Union des nationaux-solidaristes thiois est fondé en 1931. Son mot d'ordre, c'est « Dietsland en orde » (Nation thioise et ordre). Il défend un « solidarisme » corporatiste et un État fort.

Ce vocabulaire est volontairement trompeur. Le « solidarisme » a autant de ressemblance avec la solidarité que le « national socialisme » d'Hitler avec le socialisme. En fait, la seule solidarité que prônent les « solidaristes », c'est celle des ouvriers envers les patrons.

Quant à la nation thioise, c'est le mythe des nationalistes qui espèrent reconstituer un État regroupant tous les peuples parlant flamand : de la Flandre belge aux Pays-Bas et éventuellement, suivant l'ambition des orateurs, la Flandre française, voire même l'Afrique du Sud.

Encore aujourd'hui, cela reste le rêve de certains des groupes constituant le Vlaams Blok.

Mais la bourgeoisie industrielle et financière de Flandre a des ambitions européennes et internationales bien plus vastes que les nationalistes flamands et elle abandonne rapidement le Verdinaso.

Cet abandon est compensé par les faveurs d'une partie de la petite bourgeoisie néerlandophone et francophone qui soutient financièrement le mouvement. Rapidement, le Verdinaso put revendiquer entre 4.000 et 10.000 militants. Mais comme il refuse de participer au système parlementaire, il est difficile de mesurer son audience réelle.

Dans son hebdomadaire « Hier Dinaso », le Verdinaso affirme son admiration pour Hitler et Mussolini et y développe un antisémitisme injurieux et rageur. « Le peuple juif présente aujourd'hui, plus que d'autres peuples, des signes de dégénérescence très graves, d'origines sexuelles »

Comme le VNV, le Verdinaso conspuent la démocratie : « La démocratie des partis pue ! A bas la démocratie » lancent-ils.

En 1938, à Anvers, le VNV axe sa campagne des élections communales contre les juifs : « Anvers aux Anversois! Les juifs dehors. Votez Vlaams Volks-blok » « Nous, Flamands, nous voulons être et rester les maîtres dans notre pays » proclament les affiches. On voit que les slogans du Vlaams Blok ont des racines anciennes.

Inutile de dire que ces deux organisations haïssent les syndicats et les grèves.

Lors de la première grève générale en 1936 pour les 40 heures, le journal

« Orde » du Verdinaso fulminait : « Il est scandaleux que les partis refusent d'éradiquer le syndicalisme de classe (...), mais le maintiennent systématiquement en vie : au profit du parti parasite et des bonzes syndicaux en premier, et consciemment ou non, en application du plan de destruction de la bande moscovite ! Il est scandaleux qu'il n'existe pas dans notre pays d'Ordre National corporatiste, où en toute légitimité et paix sociale, la collaboration honnête de l'employeur et du salarié assurerait le bien-être pour chacun et l'épanouissement de la société entière. »

Le VNV et le Verdinaso imitèrent en outre le style et les rituels du nazisme et du fascisme. Dès le début des années trente, les deux mouvements avaient organisé leurs milices en uniformes. Elles s'en prenaient régulièrement et de façon violente aux réunions des syndicats et des partis socialiste et communiste.

Le gouvernement tente bien d'endiguer cette montée de violence paramilitaire, la loi de juillet 1934 interdit les milices privées, en visant toute organisation faisant usage de la violence ou tentant de se substituer à l'armée ou à la police. En mai 1936, la loi fut même complétée par l'interdiction de l'apparition publique de groupes en uniforme.

Mais ce fut sans résultat, aucune loi ne peut empêcher la violence, surtout la violence politique, si elle trouve une base sociale.

Du côté francophone, Rex apparaît en 1933.

Membre de l'Action Catholique, Léon Degrelle dénonce les banques qui falsifient leurs bilans et la corruption des milieux politiques de tous bords. Il se présente comme le grand épurateur du parti catholique.

Le 24 mai 1936, ses discours démagogiques, comme ceux du VNV, remportent un succès électoral. Rex s'implante partout en Belgique. En Flandre, même en tant que parti francophone, Rex recueille 72.000 voix, à peine deux fois moins que les 166.626 voix (13.6 %) du VNV qui lui-même obtient 25 sièges au Parlement sous le nom de Vlaams Nationaal Blok.

Écoeurés par les scandales qui éclaboussaient les grands partis et par leur incapacité face à la crise des années 30, de nombreux électeurs ont voté pour ces partis. Ce n'étaient pas tant le nationalisme flamand du VNV qui lui avait rapporté ces voix que sa dénonciation virulente des scandales et de la corruption du

pouvoir.

Après les élections, l'extrême droite se croit tout permis. Après le meurtre par des bandes fascistes de deux syndicalistes le 25 mai 1936 à Anvers, débute au port, une grève générale qui s'étendra aux charbonnages wallons et à la FN de Herstal. Le 21 juin 36, il y a 500.000 grévistes. Le gouvernement mettra fin à la grève en lâchant 6 jours de congés payés et la semaine de 40 heures dans certains secteurs. Alors que la France est aussi en pleine ébullition, les travailleurs belges auraient pu imposer beaucoup plus au patronat si les syndicats avaient osé exiger plus.

Degrelle reçut le soutien financier d'Hitler et de Mussolini Ainsi que du banquier belge Launoit qui souscrivit 120.000 abonnements au « Pays réel » ce qui permit de le distribuer gratuitement dans la province de Liège pendant un mois.

Pensant pouvoir prendre le pouvoir, Degrelle provoque une élection partielle à Bruxelles en 1937 en faisant démissionner un de ses collaborateurs. Mais les partis, dits démocratiques, présentent un candidat commun, un ex-ministre du Parti Catholique, Paul Van Zeeland.

Et comme un malheur ne vient jamais seul, l'Archevêché (le cardinal Van Roey) déclare officiellement que : « Rex représente un danger pour le pays et pour l'Eglise ».

Pour Rex, c'est la fin. Le Rexisme s'est effondré aussi rapidement qu'il s'était développé. La bourgeoisie belge n'avait pas besoin d'un Duce ou d'un Führer local pour mater la classe ouvrière. Les syndicats et le PC belge avaient eux aussi su « terminer une grève », selon le mot historique du secrétaire du PC français Maurice Thorez.

Pendant la seconde guerre mondiale, ceux qui restaient au mouvement rexiste collaborèrent avec l'Allemagne. Degrelle créa une Légion Wallonie qui combattit d'abord dans la Wehrmacht puis en tant que division de la Waffen-SS.

Le VNV lui aussi se rangea sous la bannière nazie. Son leader Staf de Clercq déclara : « Nous sommes totalement fidèles à Adolf Hitler. Les Flamands sont des germains. La Belgique est notre ennemie. Notre action est pro allemande... La Flandre doit adhérer totalement à l'Ordre Nouveau, né de la révolution nationale socialiste. C'est pourquoi nous serons racistes, anglophobes et anti Juifs ».

Rien d'étonnant alors, que pour une partie de l'extrême droite, l'invasion des troupes hitlériennes en 1940 représente une véritable libération.

Au début de la guerre, le dirigeant du Verdinaso, Van Severen fut arrêté et exécuté par des soldats français. Cela marque le début d'un martyrologue que le Vlaams Blok entretient encore aujourd'hui.

De nombreux militants de l'extrême droite francophone comme flamande, s'engagèrent aux côtés de l'armée allemande sur le front de l'Est, pour combattre le « Bolchevisme ».

Fin de la deuxième guerre mondiale : la répression de la collaboration

Pour toute la population, le bilan de la guerre fut lourd, 40.998 prisonniers furent emmenés en Allemagne, 13.750 d'entre eux perdirent la vie. Des 25.257 Juifs déportés de Belgique, 1.205 seulement ont survécu aux horreurs des camps d'extermination.

De son côté, le grand capital belge, fidèle à la doctrine Galopin - alors gouverneur de la Société Générale, le plus grand holding du pays - avait fait pendant la guerre ce qu'il avait toujours fait : produire et engranger des bénéfices.

Toute l'industrie belge travailla pour l'effort de guerre allemand, souvent même avec beaucoup de bonne volonté de la part de ses dirigeants.

Mais sous le prétexte des difficultés économiques de la guerre, dès les premiers jours de l'occupation, et bien sûr sans crainte de réactions ouvrières, les 10 000 patrons regroupés dans le Comité Central Industriel imposèrent une baisse générale des salaires.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, des centaines de milliers de Belges furent mis en cause pour l'aide plus ou moins importante qu'ils avaient apportée à l'occupant.

Au total, près de 450.000 furent soupçonnés d'incivisme, et nombreux furent ceux exclus des pensions d'invalidité, des primes à la construction, des indemnités de guerre et d'autres encore par les lois spéciales contre les "inciviques". Beaucoup perdirent aussi leurs droits civiques pour un temps plus ou moins long.

Les patrons, qui aidèrent bien plus l'armée allemande par leurs fournitures, que

tous les collaborateurs réunis, ne furent par contre aucunement inquiétés.

Et contrairement aux idées reçues, si l'on en juge par le nombre des exécutions, la collaboration avec l'occupant fut comparable en Flandre et en Wallonie. Sur 241 collaborateurs exécutés, 122 étaient wallons, 105 flamands et 14 bruxellois.

La différence de perception de la collaboration réside plutôt dans le fait que les organisations nationalistes flamandes ont collaboré et revendiqué leur collaboration, tandis que les organisations nationalistes francophones de tendance unitariste-belge, à part Rex, se sont plutôt revendiquées de la résistance.

Une des conséquences de cette « répression » de la collaboration fut de fermer la porte des services publics aux « inciviques ». A l'époque déjà, les services publics étaient le plus gros employeur du pays. Et dans les secteurs économiques influencés par les syndicats, les ex-collaborateurs n'étaient pas mieux accueillis.

Tout ceci amena beaucoup d'ex-collaborateurs à s'installer à leur compte. Ils ouvrirent, qui un café ou un restaurant, qui une imprimerie, une épicerie ou un salon lavoir. D'autres se firent entrepreneurs ou fabricants de meubles...

Cette chaîne d'indépendants issus de la collaboration est impliquée depuis la fin des années quarante dans le financement de toute une série de groupements nationalistes ou d'extrême droite, de la Vlaamse Concentratie au Vlaams Blok, en passant par le VMO, Voorpost, Were Di et la Volksunie.

Au fil des années, certains de ces indépendants ont vu leur entreprise devenir florissante et leur appui financier a crû dans les mêmes proportions.

Peu après la guerre, il y eut de nombreuses tentatives d'anciens collaborateurs d'organiser de nouveaux clubs idéologiques, de petits partis comme la Vlaamse Concentratie, ainsi que des feuilles comme `t Pallieterke et la revue des anciens du front de l'Est.

Karel Dillen, qui sera président à vie du Vlaams Blok jusqu'en 1996, est impliqué dans la plupart de ces tentatives. Né en 1925, il adhère très tôt au nationalisme flamand radical, espérant lui aussi que le salut viendrait des armées d'Hitler. Mais lui ne s'engage pas dans les légions flamandes pro-nazies, et ne collabore apparemment pas et n'est pas condamné à la fin de la guerre.

Bien que la revendication majeure de toutes ces organisations soit l'amnistie pour les collaborateurs, Karel Dillen s'intéresse aussi à d'autres problèmes.

Selon son biographe, Pieter Jan Verstraete, Karel Dillen émergea à cette époque comme un « raciste intellectuel » qui, je cite, « ...discuta un jour avec un prêtre gantois sur l'opportunité ou non de manger des fruits de nègre ».

Karel Dillen s'occupe également de l'organisation de soirées commémoratives en l'honneur de personnalités de la collaboration comme Staf de Clercq. C'est au cours de ces années que naît, au sein de la Vlaamse Concentratie, la Vlaamse Militante Organisatie. Celle là même qui deviendra plus tard le Vlaamse Militante Orde - VMO, et sera ensuite intégrée comme « colleurs d'affiches », avec des guillemets, dans la future Volksunie.

Le VMO, ce groupe de « colleurs d'affiches » musclés, est le terreau politique des parlementaires Vlaams Blok d'aujourd'hui, comme Wim Verreycken, qui fut arrêté lors d'une action violente à Ostende en 63 avec Xavier Buisseret, ce propagandiste dont voici un extrait à l'humour plus que douteux datant de 1978 : « Savez-vous quel est le mariage idéal pour les progressistes ? Une femme blanche, masochiste et lesbienne, accouplée à un nègre sadique et homosexuel. Leurs vices professionnels : elle dirige une crèche pour petits noirs ; lui avorte des petits blancs ».

Est aussi issu du VMO, Roeland van Wallegghem, qui tabassa à mort un colleur d'affiches du FDF en septembre 1970.

En 1949, au programme de la Concentration Flamande de Karel Dillen, il y a, outre l'amnistie des « inciviques », le retour de Leopold III sur le trône et aussi la personnalité juridique des syndicats, ce qui permettrait de condamner plus facilement les militants.

Les années 50 sont marquées par la guerre froide. L'anti-communisme virulent est à l'ordre du jour, c'est l'occasion d'une renaissance pour l'extrême droite flamande.

La Concentration Flamande proclame que « Les entreprises, ateliers et firmes installés en Flandre qui, outre des ouvriers chrétiens, comptent aussi des membres de syndicats bolcheviques, ont un mois pour » épurer » leur personnel ou inciter celui-ci à quitter les machines rouges de combat politique (c'est-à-dire

le syndicat socialiste). Si ces patrons continuent à se conduire comme les propagateurs du bolchevisme en Flandre, leurs produits seront refusés dans tous les magasins et maisons flamands ».

Même si l'immense majorité des patrons - et pas seulement les patrons flamands - auraient vu avec plaisir - et intérêt - l'éviction des militants combattifs de leurs entreprises, le rapport des forces ne le leur permettait pas.

Les partis catholique et libéral, ne tiennent pas trop rigueur aux nationalistes flamands de leur collaboration passée, les transferts de personnalité de la Concentration Flamande vers ces partis sont monnaie courante. Le CVP offrira même des places éligibles à des membres de la Concentration flamande pour les élections de 1949.

Les pèlerinages de l'Yser, les fêtes du chant, les commémorations de la bataille des Éperons d'Or (gagnée par les artisans et les paysans flamands contre les Français en 1302 !) rassemblent les nationalistes qui réclament l'amnistie. Ils sont l'occasion d'incidents avec les militants anti-fascistes qui tentent de s'opposer aux manifestations et aux meetings.

Quant au gouvernement, il laisse faire l'extrême droite.

Hugo Gijssels, journaliste à « Humo », décrit cette période : « Les autorités font montre d'une tolérance incompréhensible à l'égard de ce genre de manifestations où d'anciens collaborateurs sont à chaque fois couverts de louanges non déguisées. Une seule fois, en 1968, la commémoration de la bataille des Eperons D'or sera interdite par le bourgmestre anversois Craeybeckx sous la pression du Parti Communiste et de la Résistance ».

Effectivement, 1968 prouve que la politique du gouvernement est conduite par les rapports de force, et non pas par les sentiments démocratiques.

En 1954, la Volksunie (Union du peuple) naît de la dissolution de la Vlaams Concentratie. Karel Dillen la rejoint 3 ans plus tard, et y assume la direction politique de la fraction d'extrême droite. Le VMO sera comme « l'avant garde » chargée de dispenser l'idéologie de la Volksunie, de préférence manu militari. C'est cette fraction extrémiste qui dominera la VU jusqu'en 68.

Alors que dans les années 50, l'extrémisme flamand n'a guère de poids électoral,

lors des élections de 1965, la Volksunie récolte 12% et obtient 12 sièges.

Années 60-80 : croissance des politiques fédéralistes et stagnation de l'extrême droite

L'après-guerre marque le début de la régression de l'économie wallonne et du développement de la Flandre.

La sidérurgie et les mines perdent du terrain et en 1960, la Flandre a rattrapé son retard économique. Aujourd'hui, le Produit Intérieur Brut par habitant (le PIB, c'est-à-dire la totalité de la production des entreprises en Belgique, divisé par le nombre d'habitants) est de 25% plus élevé en Flandre qu'en Wallonie.

On aurait pu penser que ce renversement des rapports de forces économiques favorable à la Flandre, aurait fait disparaître les « problèmes communautaires ». Eh bien, pas du tout. Chaque problème politique, chaque lutte sociale, chaque activité sportive ou culturelle s'est trouvée marquée par l'affrontement entre le Nord et le Sud du pays.

Est-ce les Flamands, dans les usines, les cafés et les rues, qui ne pouvaient pas supporter les Wallons ? Ou réciproquement ? Non, ce ne sont pas les populations qui se sont opposées.

Ce sont les politiciens wallons et flamands qui ont fait monter la mayonnaise du régionalisme. Pourquoi ? Essentiellement pour se tailler un fief à leur dimension.

La Belgique était encore trop grande pour eux... alors leurs querelles ont abouti à diviser la Belgique en trois communautés linguistiques, trois régions, cinq gouvernements, six partis gouvernementaux - huit avec les écolos -, sept Assemblées, plus une multitudes de lobbies locaux.

Bien évidemment, l'extrême droite a trouvé dans ces querelles communautaires de quoi alimenter sa démagogie nationaliste.

Mais cela n'était pas suffisant pour permettre le développement de nouveaux partis d'extrême droite. C'est le développement du chômage, après le choc pétrolier de 1974, qui fut le terreau de ce développement.

Il a fallu que ce chômage dure et que monte le mécontentement de larges couches de la population contre des gouvernements qui ne résolvaient aucun des

problèmes auxquels elle se trouvait confrontée.

En 1960 déjà, le gouvernement et les capitalistes belges n'hésitent pas à profiter de l'indépendance du Congo pour s'attaquer aux acquis des travailleurs. C'est que la Société Générale de Belgique contrôlait encore les 2/3 de l'économie du Congo.

La « Loi unique » déposée par le gouvernement catholique-libéral, attaquait les travailleurs et proposait de nombreux cadeaux aux entreprises. Cela déclencha une grève de 4 semaines, à cheval sur les fêtes de fin d'année.

Une grève générale et des manifestations nationales de l'ensemble des travailleurs - flamands et wallons confondus - était à l'ordre du jour. Mais les dirigeants syndicaux et bien sûr aussi les dirigeants socialistes se refusèrent à engager une lutte de cette ampleur qui aurait pu mettre en cause les intérêts des capitalistes.

André Renard, dirigeant de la FGTB liégeoise, mit alors en avant la fédéralisation économique du pays. Il affirmait que cela permettrait de développer l'économie wallonne dans un sens plus socialiste, en levant le frein de l'État belgo flamand de droite.

Cette importante tendance à l'intérieur du mouvement syndical et socialiste wallon mettait en avant la culture wallonne francophone. Cette tromperie nationaliste wallonne permit à la FGTB de briser la grève.

Lorsque la CSC avait appelé à la reprise du travail, les travailleurs flamands - majoritairement syndiqués à la CSC - avaient jeté leur carnet syndical pour prendre celui de la FGTB. Lorsque la FGTB se refusa à organiser toute action au niveau national et pire, demanda l'indépendance de la Wallonie, les travailleurs flamands se retrouvèrent seuls, sans direction et ils reprirent le travail.

Il était plus facile ensuite de s'appuyer sur la reprise du travail en Flandre pour le faire reprendre en Wallonie.

Bien sûr, la loi unique passa, sans qu'une virgule soit changée... et le socialisme wallon est encore bien lointain...

Alors quand on rebat les oreilles des travailleurs avec « les Flamands ne sont pas assez combatifs » il faut rappeler la trahison des renardistes.

Bien sûr, il n'y a pas de relation de cause à effet directe entre cette trahison de 1961 et la progression du Vlaams Blok 25 ans plus tard. Mais l'affaiblissement de la FGTB, et la démoralisation politique des travailleurs depuis des années ont contribué à la diminution du nombre de militants ouvriers capables de s'opposer à l'extrême droite.

L'année 68 va être favorable aux forces de gauche.

Partout dans le monde, la guerre du Vietnam et ses bombardements terroristes sur les populations, va soulever l'indignation contre la politique américaine.

Le mouvement de révolte noir américain trouve aussi un écho nationaliste en Belgique, où la lutte estudiantine pour une démocratisation de l'université de Louvain, contre les autorités académiques réactionnaires et francophones, se confond avec les aspirations nationalistes.

Début 68, les étudiants de la section néerlandophone de l'université de Louvain manifestent pour l'expulsion de la section francophone. Le slogan « Walen Buiten », les « Wallons dehors », avive les tensions nationalistes.

Les étudiants nationalistes flamands reçoivent l'appui des autorités académiques de leur section et des néerlandophones de tous les partis. Les affrontements tournent à l'émeute, durement réprimée. Le gouvernement libéral-catholique tombe avec la démission des membres néerlandophones du parti catholique.

Ces événements amorcent la division de tous les partis sur base de la langue.

Les sociaux-chrétiens se sont séparés en 68, les libéraux en 71. Les socialistes attendront 78.

Ces tensions communautaires se traduisent en mars 68 par une percée électorales des partis linguistiques, la VU, le FDF et Rassemblement Wallon.

Mais globalement, le paysage politique s'oriente à gauche et la VU se sent même obligée d'appeler les lecteurs de son journal à participer aux marches anti-nucléaires. Le corporatisme et le séparatisme disparaissent pour un temps de son vocabulaire.

En Flandre, Karel Dillen et Were Di voient leur audience s'effondrer face aux slogans qui raisonnent dans les auditoriums et un peu dans la rue : « Si le peuple

veut se libérer, il doit combattre la Société Générale »

Karel Dillen s'opposera à la démocratisation progressive de la VU et finira par la quitter en 1971 avec quelques-uns de ses partisans, à la suite de la dissolution du VMO.

Aux élections de 71, la VU obtient 18.8% en Flandre, avec comme programme la fédéralisation de la Belgique.

Dans l'agglomération bruxelloise (qui formera plus tard la Région Bruxelles Capitale), le Front Démocratique Francophone (FDF) gagne beaucoup d'adeptes (39,6% dans un cartel avec une liste dissidente libérale PLDP en 1979 dans les cantons bruxellois) sur un programme carrément anti Flamands et de défense radicale des intérêts bruxellois francophones.

En Wallonie, le Rassemblement Wallon (RW) revendique la fédéralisation économique. Il atteint son point culminant en 1971 avec 21% des voix.

Il ne faut pas oublier qu'il n'y a pas que les électeurs flamands qui entendent le chant des sirènes nationalistes !

Tous les partis gouvernementaux se sont sentis menacés par la montée des listes nationalistes. Alors, pour reconquérir ces voix, ils ont repris à leur compte les revendications nationalistes.

Le PS absorba le Rassemblement Wallon et se profila comme le meilleur défenseur des intérêts wallons.

A Bruxelles, le PRL forma un cartel avec le FDF à partir de 1993 et se posa en défenseur des intérêts des francophones de la périphérie bruxelloise.

On voit que les partis néerlandophones n'innovent pas lorsqu'ils tissent des liens avec les morceaux de l'ex-Volkunie : Spirit pour le SP-a et le NV-a pour le CD&V.

Les partis francophones leur ont largement ouvert le triste chemin du régionalisme et du nationalisme.

L'escalade dans les oppositions politiques ont conduit à de multiples « réformes de l'État ».

Au début des années 70, les tentatives pour trouver cette solution parlementaire

en intégrant aussi des « partis linguistiques », la VU et le FDF, dans le gouvernement, échouent en partie.

En 77, un compromis, accepté par la Volksunie, et appelé « pacte d'Egmont », devait engager la Belgique dans la voie de la fédéralisation. Mais ce compromis ne fut pas mis en pratique, l'extrême droite flamande exigeant la séparation complète de la Flandre.

L'aile droite du nationalisme se détacha de la VU après la signature du pacte d'Egmont, pour former deux partis, le Vlaams Nationaal Partij avec Karel Dillen et le Vlaams Volkspartij dirigé par Lode Claes.

Lode Claes est un ancien du Verdinaso et du VNV, collaborateur pendant la guerre, condamné à 15 ans de prison. Il n'en fit que 5, trouva une planque au journal « De Standaard » et fut promu ensuite directeur à la BBL.

Ces deux partis se présentèrent en cartel aux élections de 1978 sous le nom de Vlaams Blok. Lorsque Claes se retira de la politique peu après, Dillen hérita du reste du VVP : le Vlaams Blok d'aujourd'hui était né.

Parmi les soutiens financiers de Karel Dillen et de Were Di, se trouvent quelques banquiers, dont Leon Rochtus, devenu directeur de la Banque de Paris et des Pays-Bas et Robert Orlan, membre d'Almanij, le syndicat qui rassemble quelques gros propriétaires de la Kredietbank.

Au départ le Vlaams Blok n'était pas un véritable parti. C'était plus une alliance de groupuscules nationalistes qui se formait le temps des élections

Au début des années 80, l'extrême droite n'a encore pas le vent en poupe, pas plus en Belgique qu'en France, où un Le Pen ne recueille que 1 à 2% des voix.

Le développement du chômage a suivi la hausse brutale du prix du pétrole imposée par les grandes compagnies pétrolières en 1974.

En 1977, il y a déjà 300 000 chômeurs. Le gouvernement Tindemans ne s'en prend pas aux patrons fauteurs de chômage, mais aux salariés et aux assurés sociaux. Les syndicats répondent par des « grèves du vendredi ». Mais ce n'est pas une réponse sérieuse, elles ont pour fonction de canaliser le mécontentement des salariés sans trop mettre en danger la bourgeoisie.

Aux élections législatives de 1978, les discours du Vlaams Blok sont encore axés sur les revendications nationalistes flamandes. Bien sûr le fond raciste de ces admirateurs d'Hitler est présent, mais ce n'est pas encore l'axe de la campagne électorale.

Les affiches du Vlaams Blok comportent deux gants de boxe, exprimant sans ambiguïté le sentiment de ses dirigeants vis-à-vis des francophones.

Le Vlaams Blok, ne recueille encore que 1,8% des voix. Ce qui permet quand même à Karel Dillen d'être élu à Anvers et de siéger à la Chambre.

Lors des élections législatives suivantes, en 81, le Vlaams Blok est en baisse avec 1,5% des voix.

La progression électorale du Vlaams Blok

C'est à partir de 1984 qu'il commence à axer ses campagnes électorales sur la propagande anti-immigrés.

Le signal est venu des succès électoraux du Front National en France. Aux municipales de 1983, le parti de Jean Marie Le Pen avait franchi la barre psychologique des 10% avec le slogan « les immigrés dehors ! ». Le Vlaams Blok en copie l'affiche avec le coup de balai symbolique.

Les discours ouvertement racistes du Vlaams Blok n'empêchent pas les politiciens CVP, VLD et VU de donner leurs signatures pour permettre au Vlaams Blok d'accéder à un numéro de liste national.

Aux législatives de 87, le VB passe à 3%, et a 3 élus. Les communales de 88 lui apportent 23 conseillers, dans 10 communes (pour 2 seulement en 82).

Loin du langage policé que les dirigeants du VB affichent aujourd'hui, le mensuel d'octobre 1990 de Dietsland-Europa de Were Di est tout à fait explicite : « Le nègre, le juif, l'anormal, etc. deviennent peu à peu la norme. Je ne m'en offusque absolument pas, tant que cela se passe en Afrique, en Israël ou dans un institut spécialisé. Là, c'est tout à fait normal. Mais pas ici, pas chez nous, pas dans ma maison ! Je ne veux pas de ce bazar mondialiste. Les effluves de la mode internationale me font vomir. Tomber en pâmoison devant un petit Marocain de quatre ans qui a la goutte au nez et qui est effectivement mignon, très peu pour moi ! Je ne suis pas candidat pour être nègre honoraire ! »

En 89, les partis gouvernementaux tentent de s'entendre afin qu'aucun d'eux ne négocie avec le VB. Mais le VB ne représente pas encore une concurrence sérieuse et la VU rompt l'accord, le CVP et les libéraux du PVV l'imitent.

Aux élections européennes de juin 1989, Karel Dillen est élu parlementaire européen avec plus de 240.000 voix, soit 6,6%. Le Vlaams Blok avait reçu des signatures du CVP pour obtenir son numéro de liste national. En échange, le VB devait soutenir le candidat CVP au CPAS d'Anvers.

A partir de 1989, il devient évident que le VB commence à prendre des voix au SP, et dans une moindre mesure à la VU et au CVP.

Une partie des électeurs ont perdu confiance dans les partis de gouvernement qui ne font rien contre le chômage depuis 10 ans. Non seulement, ils laissent les entreprises licencier et le chômage augmenter, mais toutes les mesures prises le sont contre les travailleurs et les chômeurs.

Alors la propagande de l'extrême droite contre « les immigrés qui prennent notre travail » fait son chemin dans les quartiers les plus pauvres des grandes villes.

Les travailleurs qui votent VB ne sont pas forcément aussi racistes que l'organisation pour laquelle ils votent, mais il est tellement plus simple de s'en prendre aux plus faibles, aux immigrés, plutôt qu'aux patrons et au gouvernement qui sont les véritables responsables du chômage !

Alors les gants de boxe et le balai des affiches du VB commencent à devenir populaires.

Devant le risque électoral, face à la montée du Vlaams Blok, les partis de gouvernement se mettent finalement d'accord en 1991 sur le principe d'un « cordon sanitaire » autour de l'extrême droite.

Le Vlaams Blok se posera bien sûr en victime d'une cabale anti-démocratique visant à l'empêcher de se faire entendre.

Les élections législatives de novembre 1991, avec le slogan de « Notre peuple d'abord », marquent un nouveau progrès électoral du Vlaams Blok. Il sort maintenant du cadre anversoïse et obtient plus de 400.000 voix en Flandre (10%) et 18 élus à la Chambre.

L'extrême droite flamande n'a certes que 10% des voix, elle n'est pas associée aux gouvernements, cependant elle va commencer à peser sur toute la vie politique du pays, au nord bien sûr, mais aussi indirectement au sud.

Tous les partis ont fait évoluer leurs discours et leurs politiques vers la droite, reprenant peu ou prou des éléments de la politique du VB. Ils espéraient reconquérir ainsi les électeurs qu'ils étaient en train de perdre.

Mais cette politique est un échec ! Les voix du VB n'ont cessé de croître ! Car les électeurs du VB sont confortés dans leur vote puisque les grands partis reprennent finalement ce que les candidats du VB proposent, même si c'est en l'édulcorant.

Mais quel est le programme du VB?

En 1992, un programme en 70 points est publié. Le règlement de la question des étrangers fait l'effet d'une bombe.

Philip Dewinter y évoque un régime d'apartheid et de rapatriement forcé des immigrés de Belgique. Pratiquement tous les étrangers non européens seront reconduits aux frontières. Dans sa politique de purification ethnique, le Vlaams Blok entend commencer par les criminels, les clandestins et les sans-emploi. Pour réduire autant que possible le coût des rapatriements, des avions de transport Hercules C 130 seront utilisés.

Le Vlaams Blok ne s'arrête pas aux étrangers : il s'en prendra aussi aux travailleurs, à « notre peuple » quand il s'agit de les flatter. Les travailleurs devront se donner à fond pour leurs entreprises. La solidarité de classe entre travailleurs sera entravée. Le Vlaams Blok ne tolérera pas les syndicats, ni les organisations autonomes de défense des ouvriers, qui « sèment la division » dans le « corps de la nation ».

Pour pouvoir condamner les militants syndicaux, le Blok veut imposer la personnalité juridique aux syndicats. Les chômeurs se verront proposer un service d'utilité collective. S'ils s'y soustraient, ils perdront leur droit aux indemnités après un an. Le Blok veut encore stocker les empreintes digitales des allocataires sociaux pour faciliter le dépistage des « fraudes », etc, etc....

Mais ce n'est pas la partie de son programme contre les syndicats que le VB met

en avant lors des élections. Il ne s'en prend ouvertement qu'aux immigrés, aux chômeurs - wallons de préférence - et aux allocataires sociaux « qui abusent ».

Au fur et à mesure de ses progrès électoraux, les partis traditionnels néerlandophones ont repris à leur compte de plus en plus de points du programme du Vlaams Blok.

La semaine dernière encore, Mieke Vogels, la chef de file de Groen ! remettait en question le regroupement familial.

Tous les partis néerlandophones sont maintenant partisans de la scission de la sécurité sociale, avec des différences de virgules dans le discours. Le ministre SP.a Vandenbroucke a lancé la chasse aux chômeurs, qui selon le Vlaams Blok, sont des profiteurs.

L'extrême droite n'est pas au pouvoir, mais déjà des personnes dont le seul crime est de ne pas être européens, sont emprisonnées dans des centres fermés et brutalisés lorsqu'elles sont rapatriées de force.

Comment les électeurs du VB pourraient-ils ne pas être persuadés qu'ils votent pour un parti qui propose des mesures justes, puisque les gouvernements les appliquent finalement ?

Loin de faire reculer l'extrême droite, le fait que les partis traditionnels reprennent de plus en plus son programme, ne fait que légitimer ses idées réactionnaires.

En privé, ou dans les publications non électorales, les dirigeants du VB s'expriment plus directement. En 1990 Karel Dillen écrivait : « La Belgique est une vérole, une maladie. Ce qui arrive aux Wallons est l'affaire des Wallons. Ils peuvent devenir notre colonie, nous les traiterons bien. Le Vlaams Blok aspire à une république flamande dans laquelle il n'y aura pas de place pour les musulmans et les nègres. »

Aujourd'hui, même si le vocabulaire est plus châtié, le Vlaams Blok affirme encore que l'insécurité est le fait des étrangers, milite pour l'arrêt de l'immigration, la suppression des allocations et l'expulsion des demandeurs d'asile déboutés, la scission de la sécurité sociale.

Quant aux femmes, les quelques extraits suivants devraient permettre de situer

leur point de vue.

Le magazine Revolte de Roeland Raes, lié au Voorpost, proposait en janvier 1982, le morceau de prose suivant : « Il y a 20 ans, l'on émancipait les nègres. Dix ans plus tard, c'était au tour des jeunes, (...) l'on aura d'ici 10 ans émancipé les chimpanzés. Entre temps, après les nègres et juste avant les singes, l'on aura émancipé la femme. »

Roeland Raes, toujours au Voorpost et sénateur jusqu'en 2003, prenait position contre toute édulcoration du programme du Blok, avant leur congrès du de septembre 2004 qui devait décider de la stratégie du Blok s'il était condamné pour racisme par la cour de Cassation.

Quant à Philip Dewinter, ses élucubrations résument le point de vue du Blok : opposé à l'avortement et la contraception, pour le retour de la femme au foyer perpétuant la race...

« N'est ce pas le féminisme qui a permis la libéralisation de l'avortement, le nombre croissant de divorces, l'usage de contraceptifs ? Le féminisme mine notre société parce qu'il remet en cause le véritable noyau de cette société, la famille ».

En 1973, le père Brauns (un curé) exposa le point de vue de Dillen et consorts sur l'avortement dans une lettre ouverte à la VU qui laissait le libre arbitre à ses militants sur cette question: « On ne peut tout de même pas accuser Hitler de s'être rendu coupable d'infanticide dans le ventre maternel. Le régime hitlérien démontre comment les filles-mères peuvent être accueillies. Ceux-là qui gémissent à propos du génocide des juifs sont les mêmes qui préparent un génocide dans le sein maternel. »

Le point de vue du Vlaams Blok sur l'avortement dans son programme pour les élections régionales de juin 2004, n'est pas différent de celui de Karel Dillen à l'époque.

Et on pourrait multiplier ce genre de citations jusqu'à l'écoeurement :

Jef Elbers, ex-VMO et représentant au conseil de la BRTN en 1992 : « Je suis un anti féministe. Les féministes sont des femmes qui veulent imiter l'homme à tout point de vue. (...) Elles vivent déjà plus vieilles, et elles veulent en plus ôter aux hommes ce qu'il leur reste d'illusions de puissance. Je m'y oppose. (...) Ces

féministes, ce sont des missionnaires, des catholiques frustrées, qui jadis étaient nonnes pour convertir les petits nègres. Que voulez vous qu'elles fassent aujourd'hui de leurs frustrations ? C'est la faute à la décolonisation. On aurait dû garder le Congo. Elles auraient pu s'occuper des petits nègres plutôt que de venir m'ennuyer ».

Femme objet de reproduction, femme objet sexuel que l'on peut donc trafiquer... Des militants du Vlaams Blok, les frères De Coen, ont été arrêtés en 88 comme pivots d'un réseau de traite des femmes des pays de l'Est et des Philippines. A chaque fois que l'un des leurs est pris la main dans le sac, le Vlaams Blok prend ses distances, dans les médias du moins.

Quant à ceux qui battent leur ex-épouse, des militants du PTB et des journalistes, comme Rob Verreycken, ils sont écartés du parti... le temps que les médias ne s'en occupent plus, car Rob Verreycken a été l'avocat du Vlaams Blok dans le procès de Gand pour racisme, et siège toujours au parlement avec le VB.

En 1995, les élections législatives se déroulent dans un climat d'affaires de corruption impliquant les socialistes : le meurtre d'André Cools, les contrats d'hélicoptères Agusta et Dassault.

Le Vlaams Blok fait campagne sur le thème : « Faisons les comptes maintenant », sous-entendu évident pour « Vironons les politiciens pourris ».

Il a récupéré des électeurs dégoûtés de la politique. Il se présenta de la même façon en mai 2003, suite aux affaires de cartes VISA communales utilisées à des fins personnelles par les échevins d'Anvers.

D'élection en election, le VB conserve les électeurs qu'il avait acquis précédemment et en gagne de nouveaux.

Il continue à utiliser les étrangers comme boucs émissaires de la crise et les présente comme responsables du chômage, cela touche les chômeurs et les travailleurs dont l'emploi est précaire.

En présentant les chômeurs - surtout les chômeurs wallons - comme des profiteurs, la propagande du VB s'adresse aux travailleurs dont les petits revenus sont à peine supérieurs au chômage, et aussi aux artisans et petits commerçants en difficulté qui se sentent crouler sous les taxes.

Mais depuis 2003, les électeurs du VB se recrutent aussi dans les quartiers aisés, où il n'y a ni immigré, ni bas salaire... La propagande dénonçant la corruption des échevins anversoïis et demandant une répression plus dure de la délinquance a fait mouche dans les familles aisées qui craignent le vol de leurs bijoux à domicile et le car-jacking de leur 4x4 de luxe.

Devant la menace de se voir retirer les subsides du gouvernement s'il est condamné pour racisme, le Vlaams Blok s'est mis à lisser son langage et se poser en victime d'une cabale médiatique. Ce nouveau langage lui permet aussi de se profiler comme un partenaire acceptable pour un gouvernement.

Cette image récente lui a valu d'être rejoint par quelques intellectuels ou du moins, par un « journaliste » comme Verstrepen, interpellé par le slogan de « liberté d'expression » depuis que la VRT lui avait supprimé son émission...

Mais si le discours médiatique du VB a été épuré des grossièretés habituelles, le contenu ne change pas : « Les immigrés doivent s'adapter ou partir », « La Belgique doit disparaître » disait encore Dewinter à la VRT le 11 septembre dernier.

Lors de l'IJzerwake (la Veillée de l'Yser, la nouvelle mouture du Pèlerinage de l'Yser, pas assez nationaliste au goût de l'extrême droite) du 22 août 2004 qui a rassemblé 5 000 participants dont la NV A alliée électorale du CDV, son président commentait la condamnation pour racisme des trois ASBL du Vlaams Blok : « La répression contre ceux qui pensent autrement n'appartient pas au passé dans ce pays. Jadis on parlait des inciviques (les collaborateurs de la 2ème guerre mondiale), maintenant on parle de soi-disant racisme et de discrimination. L'arrêt de la cour d'appel de Gand est une tentative de saper la démocratie en Belgique. Un gouvernement qui utilise son pouvoir pour évincer un opposant, se place au niveau des régimes soviétiques dont nous pensions qu'ils avaient disparu du paysage européen depuis plus de dix ans (...) »

L'extrême droite : un danger mortel en cas de crise

Si le VB continue à gagner des électeurs, il pourrait gagner la majorité des voix dans plusieurs communes de Flandre lors des prochaines élections communales en 2006 et il pourrait être associé aux majorités dans un nombre encore plus grand.

Mais cela pourrait arriver plus tôt que prévu. Si le gouvernement Verhofstadt tombe et si les partis politiques se lancent dans de nouvelles élections législatives, qui peut dire à quel niveau monteront les voix du VB ?

Les partis de gouvernement ont bien sûr la possibilité d'écarter 25%, 30% voire 40% des voix et des députés du pouvoir. Mais quand cela est fait si ouvertement et pendant trop d'années, cela fini par leur poser des problèmes politiques.

En France, les partis de gouvernement n'ont pas un problème de représentativité aussi aiguë. Un système électoral anti-démocratique écarte, « naturellement » si l'on peut dire, souvent plus de la moitié des électeurs. Un parti peut très bien être hégémonique au Parlement tout en ayant recueilli moins de voix que d'autres partis. En Angleterre c'est encore pire.

C'est pour cela que reviennent régulièrement des propositions de réforme électorale, de suppression de la proportionnelle (un pas a été fait dans ce sens avec le seuil à 5%), de suppression de l'obligation de voter, d'élection des bourgmestres directement par les électeurs.

Toutes ces mesures de tripatouillage électoral offriraient sans doute encore un délai aux six principaux partis de gouvernement. C'est vrai qu'en faussant le thermomètre, on peut avoir l'impression de faire diminuer la fièvre !

Tant que le chômage ne s'accroît pas massivement, tant que les chômeurs se contentent d'indemnités toujours à la baisse, tant que les salariés qui ont un travail ne se révoltent pas quand les entreprises qui font d'immenses profits les licencient, tant que les travailleurs acceptent la réduction de leurs salaires pour ne pas perdre leur emploi, la situation n'est pas dramatique pour les capitalistes et les gouvernements.

Mais la situation politique pourrait devenir explosive si la situation économique s'aggravait.

La bourgeoisie pourrait très bien se retrouver face à des révoltes des travailleurs, comme en 60-61 ou plus importante encore. Et il n'est pas sûr que les syndicats - qui ont perdu beaucoup de leur crédit ces dernières années - puissent endiguer le mouvement comme ils l'ont fait à l'époque.

C'est dans ces moments-là que le patronat pousse au pouvoir des partis prêts à

prendre des mesures coercitives et violentes contre les travailleurs.

Et quand les moyens de répression d'Etat, la police, l'armée sont débordées, les capitalistes sont prêts à pousser au pouvoir des partis fascistes ou nazis, comme dans l'Italie des années 20, l'Allemagne et l'Espagne des années 30.

Aujourd'hui, le VB n'est pas un parti fasciste ou nazi, même si beaucoup de ses dirigeants révèrent Mussolini et Hitler et saluent le bras tendu en privé. Mais en période de crise grave, Dewinter ou certains de ses lieutenants pourraient très bien conquérir une large base sociale et s'en servir pour jouer le rôle de briseur de classe ouvrière, comme les partis de Mussolini, d'Hitler et de Franco l'ont fait.

Pour le moment, les patrons n'ont que faire de gros bras ni de grandes gueules dans les gouvernements, ni dans les rues d'ailleurs. Cela ferait mauvais genre et serait nuisible aux affaires.

Le comte Lippens, PDG de Fortis, l'a clairement exprimé à la télévision au lendemain des élections de juin 2004. Et le syndicat patronal flamand, le VEV, est allé dans le même sens :

« Le Vlaams Blok prône un climat économique protectionniste. Or, vu l'importance des exportations pour la Flandre et en particulier pour le port d'Anvers, son arrivée au pouvoir entraînerait à long terme des conséquences économiques très néfastes pour la Flandre, mais aussi pour la Belgique ».

Cependant le président de la FEB déclarait de son côté :

« Il y a beaucoup de chefs d'entreprise dont les activités sont réparties dans toute la Belgique et à l'étranger, qui sont très attachés à l'unité du pays, j'en fais partie. Mais il faut reconnaître qu'il y en a d'autres, en particulier des dirigeants de PME, qui sont braqués sur les transferts Nord-Sud et qui estiment que la Belgique est paralysée par ce genre de débat communautaire et qui sont donc en faveur de la scission du pays. »

D'après un sondage Standaard+Trends portant sur 254 PDG de PME, 52% d'entre eux seraient pour la participation au pouvoir du Vlaams Blok, avec comme arguments la scission de la sécurité sociale et l'autonomie fiscale pour la Flandre. Ils pensent aussi qu'il devrait y avoir des conventions collectives flamandes.

Le programme économique du VB a effectivement de quoi les faire rêver :

personnalité juridique pour les syndicats, qui pourraient donc être poursuivis en cas de grève pour occupation de locaux, transparence des comptes du syndicat afin que les patrons puissent connaître leur état de finances, scission de la sécurité sociale pour offrir encore plus de diminutions des charges patronales, diminution des impôts sur les entreprises, aggravation de la chasse aux chômeurs pour tirer encore plus les salaires vers le bas... et on en passe...

C'est pour cela que tous ceux qui prônent le passage du VB au pouvoir le temps qu'il se discrédite, sont soit des irresponsables, soit des défenseurs avérés des intérêts du patronat le plus avide.

Si le VB était associé au pouvoir en Flandre, ce ne serait certes pas le fascisme à Anvers ! Mais ce serait une terrible régression économique et sociale pour les travailleurs flamands.

Et cette régression en Flandre se répercuterait dans tout le pays. Et puis, pour les travailleurs immigrés, la situation serait encore plus difficile qu'aujourd'hui.

Et surtout cela banaliserait la possibilité d'appeler demain l'extrême droite au gouvernement en cas de crise ; et là ce pourrait être un danger mortel pour l'ensemble de la classe ouvrière.

Du côté francophone, pour le moment, les groupuscules d'extrême droite qui se réclament de l'héritage de Rex sont divisés et sans leader.

Constitués en réaction au séparatisme flamand, ils sont le plus souvent nationalistes-belges. Pourtant, malgré leur absence sur le terrain, le mécontentement dû au chômage et à la misère gonfle leurs scores électoraux. Et les slogans anti-immigrés font mouche là-aussi.

La classe ouvrière doit réagir

Alors que faire contre la montée de l'extrême droite ?

Bien sûr, il faut dénoncer sa propagande ignoble, par la parole et par écrit. Bien sûr il faut manifester dans la rue chaque fois qu'il peut y avoir suffisamment de monde pour que les manifestants et les militants soient regonflés. Bien sûr, il faut peser sur les électeurs d'extrême droite, dans les syndicats, autour de soi, partout, pour combattre leurs illusions.

Mais cela ne suffit pas. Parce que les progrès électoraux de l'extrême droite sont la conséquence du chômage qui dure, et de la misère matérielle et morale qui s'étend dans les milieux populaires.

Pour faire reculer le chômage, il n'y a qu'une solution : il faut que les travailleurs engagent une lutte importante contre le patronat et ses gouvernements.

On peut dénoncer le racisme, mais on ne peut pas dénoncer le chômage, on ne peut que lutter contre.

C'était le rôle des syndicats et des partis politiques de la classe ouvrière. Mais la trahison du parti socialiste, puis l'effondrement des partis communistes et la trahison des staliniens a créé une immense désillusion politique dans la classe ouvrière.

Les syndicats ont suivi la pente. Ils sont maintenant dirigés par des arrivistes sans scrupules qui se servent de la classe ouvrière pour leur carrière politique... ou pour leurs intérêts personnels.

C'est pour cela qu'il est urgent de reconstruire un parti ouvrier révolutionnaire, un parti capable de diriger les futures luttes des travailleurs.

Et quand nous parlons des travailleurs, ce sont non seulement des ouvriers d'usine, mais aussi des employés de bureaux, du personnel des hôpitaux, des transports, de l'enseignement, et tous les autres salariés qui n'exploitent personne pour gagner leur vie.

Car il y aura forcément des luttes contre les attaques patronales, contre les licenciements, contre la privatisation des services publics, contre les salaires qui se réduisent, les pensions peau de chagrin, le chômage qui se transforme en esclavage.

Ou peut-être contre la guerre, en Irak ou ailleurs, surtout si un gouvernement veut nous y impliquer, comme le gouvernement américain utilise les pauvres en Amérique pour tirer sur de plus pauvres et moins armés qu'eux en Irak.

Ce sont les travailleurs qui produisent toutes les richesses dont le patronat tire profit.

Il faudra bien que le pouvoir finisse par passer aux mains de ceux qui produisent,

car eux seulement auront la possibilité de planifier la production en fonction des besoins de l'ensemble de l'humanité et non pas des profits d'une minorité de parasites.

C'est dans ces moments-là, quand la classe ouvrière entre en lutte, comme en 1936 en France ou en 1968, qu'elle offre une perspective à tous les laissés-pour-compte, que l'extrême droite ne fait plus la une des journaux.

Et c'est dans ces moments-là que s'ouvre une perspective à tous ceux qui sont conscients et que l'extrême droite peut être combattue efficacement, en même temps que le gouvernement et le patronat.